



L'UNSA remercie Mme la Ministre pour cette initiative d'écouter les représentants syndicaux maorais même si nous aurions préféré que les lignes bougent avant ces 3 semaines éprouvantes de blocages. L'UNSA n'a pas souhaité s'associer à ce type d'action de blocages : cela induit de notre point de vue trop d'effets négatifs sur la jeunesse et l'économie. Pour autant nous sommes d'accord avec l'exigence portée par l'intersyndicale d'une égalité réelle pour Mayotte.

La situation à Mayotte nous impose à tous aujourd'hui de donner des priorités et de prendre des décisions concrètes.

Il n'est pas question pour l'UNSA d'accepter une énième entrevue à Paris sans apporter des réponses sur 3 points :

- 1. Le premier point repose sur le droit commun et ses applications pleines et entières** : soit on considère une nécessaire progressivité dans cette mise aux normes, et à ce moment là les montants RSA/ Allocations familiales monteront progressivement au même titre que la fiscalité. Or ce n'est pas le cas. Soit on considère le droit commun applicable tout de suite, et à ce moment là les minimas sociaux devront être les mêmes que dans n'importe quel autre département français. Vous pourriez nous dire que l'UNSA ne parle pas du droit du travail. L'UNSA considère qu'il faut tenir compte des difficultés des entreprises maoraises à relever le défi de cette évolution inscrite pour 2018. Écoutons ces PME et ces TPE maoraises : ne leur imposons pas un rythme déjà pour eux difficile à tenir pour 2018. Oui. **Ce qui semble absolument prioritaire pour l'UNSA c'est de considérer la question de la pauvreté à Mayotte et donc des minimas sociaux. En décidant aujourd'hui que les minimas sociaux seront du même montant qu'en métropole, nous donnons un premier signe important à la population maoraise.**
- 2. Le second point concerne l'AGS des ex-CDM dans le cadre des parcours carrière et la prise en compte de l'AGS pour les retraites.** Personne ne connaît les conclusions de l'IG qui a eu lieu en janvier. L'urgence exige non seulement de prendre connaissance des conclusions de cette IG mais de partir du principe qu'il vaut mieux le courage politique tenant compte de l'AGS de ces agents dans leur intégralité que la cécité et la surdité. **Les maorais veulent cette reconnaissance de la part de l'Etat. En allant dans ce sens, nous sortons de la crise qui secoue Mayotte, sa population, ses jeunes et son économie.**
- 3. Le dernier point concerne la méthode** : le gouvernement s'est engagé sur un calendrier ambitieux et accéléré de la départementalisation. L'UNSA s'en félicite. **Entre les déclarations politiques et ses applications réelles sur le territoire, l'écart est grand.** Le contrat de Plan Etat/Région couvrant la période 2015/2025 a été lancé : quelles sont les 1ères mesures effectivement lancées sur le territoire au titre de ce contrat ? Le point d'étape présenté chaque année devant le Ministre des Outre-Mer pourrait-il nous être communiqué ? L'action ambitieuse de formation des agents publics a-t-elle été lancée afin de rendre les collectivités plus efficaces dans leurs missions ? Une communication à l'attention de la population maoraise ne serait-elle pas souhaitable ? En matière de tissu économique, le déficit d'équipements routiers et urbains est criant : y-a-t-il eu des premières actions pour résorber ce déficit ? Pour le renforcement de la protection infantile, une action énergique de l'Etat est indispensable à mettre en place. **Pour l'UNSA, il semble qu'on ne puisse parler d'attractivité si d'abord on ne veille pas à appliquer rigoureusement les décisions prises. Il est temps de veiller à une mise en musique effective des dispositions décidées.** Et sur ce point, tout n'est pas de la

responsabilité de l'Etat. Les collectivités territoriales doivent s'engager également. Je donnerai un exemple : il a été assuré à l'Université de Mayotte un projet d'extension de son site pour accueillir des étudiants de plus en plus nombreux ainsi qu'une fibre optique pour permettre l'enseignement à distance en 2015. Depuis 1 an, personne ne peut dire à Mayotte où en sont ces 2 projets. Cet exemple symbolise toute la problématique maoraise : des décisions politiques positives et ambitieuses sont prises pour l'avenir de Mayotte mais au final rien ne se matérialise sur le terrain dans les délais convenus.

En conclusion, l'UNSA voudrait terminer par le cri d'alarme d'UNSA Police Mayotte. Les hommes depuis 3 semaines sont sur le front des barrages mais également sur le front des guérillas urbaines de bandes de jeunes casseurs. Ils devraient être 3 fois plus nombreux pour faire face à l'extrême violence de ces jeunes. Leurs véhicules sont tous gravement endommagés. **Le devoir d'assurer la sécurité des biens et des personnes est à Mayotte en péril.** A l'instar de ce devoir régalien non tenu, qui impacte ô combien d'ailleurs, l'attractivité du territoire (nous avons sur ce point des chiffres dans le mouvement des personnels de l'éducation ou dans les réservations touristiques qui parlent d'eux-mêmes depuis 2 mois), Paris doit prendre réellement la mesure de ce qui est en train de se passer sur le territoire. **Ne réitérons pas le scénario de 2011 où après un mois et demi de blocages, l'économie n'a retrouvé son niveau que 4 ans plus tard. Depuis 3 semaines, en ne pouvant circuler, les maorais ne peuvent ni travailler, ni étudier. En cette fin d'année, nous donnons un signe terrible à la jeunesse de Mayotte : ne pas tenir le calendrier des examens universitaires ou bacheliers, nous compromettons leur avenir. La manifestation spontanée et pacifique des lycéens de Sada ce matin est la plus vivante expression de ce désarroi.**

[Il faut qu'aujourd'hui nous sortions de cette crise qui plonge Mayotte dans le chaos.](#)

L'UNSA vous remercie.

